

> Analyses et témoignages > Amérique Latine > La télé, acteur des coups d'Etat modernes ?

La télé, acteur des coups d'Etat modernes ?

MICHEL COLLON

Partager 228

16 juin 2015

Article en PDF:

Dans chaque révolution moderne, et aussi dans chaque guerre, la télé est devenue une cible majeure. En 1989, le coup d'Etat en Roumanie s'est immédiatement emparé des bâtiments de la télévision pour contrôler l'information. En 1999, les Etats-Unis ont bombardé la télévision de Belgrade, faisant dix-sept victimes parmi les journalistes et techniciens, en parfaite violation de toutes les conventions internationales. En Irak et en Afghanistan, des journalistes, notamment d'Al Jazeera, ont été pris délibérément pour cible. Dans tous ces cas, il s'agissait de monopoliser l'info. (Extrait du livre les 7 Péchés d'Hugo Chavez)



Mais à Caracas, on est allé plus loin encore. La télévision est devenue un instrument décisif du coup d'Etat lui-même. Un scénario plein d'avenir. Dans les prochains coups d'Etat et dans toutes les guerres à venir, il faut s'attendre à la mise en scène sophistiquée de médiemensonges justificateurs. Dans le remarquable film Wag the Dog, on voit un président des Etats-Unis en difficulté recourir à un producteur hollywoodien pour mettre en scène une guerre fictive, diaboliser un adversaire pris au hasard et relever ainsi sa cote de popularité. En fait, ce n'est pas tellement imaginaire, Bill Clinton et les deux Bush l'ont pratiqué.

Le médiemensonge de Puente Llaguno aura un impact important. C'est cette version qui sera diffusée par les grands médias internationaux. Mais sur place aussi, elle plongera dans le doute une partie des militaires favorables à Chavez ou en tout cas désireux de respecter la légalité.

Chavez refuse de démissionner

Dans la soirée, profitant de ces hésitations d'une partie de l'armée, les putschistes exigent la démission de Chavez, mais celui-ci refuse. Cependant, il accepte de quitter son palais de Miraflores suite à un ultimatum du commandement militaire rebelle qui menace de faire exploser le bâtiment avec tout le personnel à l'intérieur. Le président est arrêté et emmené dans un lieu secret. On répand le bruit qu'il a démissionné et un nouveau gouvernement autoproclamé est mis en place.

Très significativement, c'est Pedro Carmona, le patron des patrons, qui en prend la tête. Peu auparavant, il avait été reçu à la Maison-Blanche et aussi par le Premier ministre espagnol, José María Aznar. D'ailleurs, les États-Unis et l'Espagne vont reconnaître le nouveau régime en un temps record et envoyer leurs ambassadeurs auprès du putschiste Carmona.

Dans sa captivité, des soldats procurent un téléphone à Chavez. Celui-ci se demande s'il faut appeler à la résistance, s'il est possible de se battre ? Il craint un bain de sang. A minuit, Fidel Castro parvient à le joindre depuis La Havane et lui répète avec insistance : « Ne va pas t'immoler comme Allende en 1973. Sauve ton peuple et toi-même. Ne te sacrifie pas. Négocie avec dignité. Ne te sacrifie pas, Chavez, parce que ça ne s'arrêtera pas là. Tu ne dois pas te sacrifier. »

Chavez suit ce conseil. Il se déclare prêt à démissionner mais à quatre conditions :

1. Sa démission sera présentée à l'Assemblée nationale.
2. La Constitution doit être respectée.
3. Des garanties pour la vie des occupants du palais.
4. Tous pourront quitter le pays. Son idée est de continuer la lutte même en exil.

A la caserne de Fuerte Tiuna, les généraux putschistes discutent ces conditions (en présence des attachés militaires des Etats-Unis, les colonels James Rodgers et Ronald McCammon !).

D'abord, ils acceptent. Puis, très vite, ils se rétractent. A 4 heures du matin, Chavez est emmené à la caserne. Puisque ses conditions sont refusées, il annonce qu'il refuse de démissionner et qu'ils devront l'arrêter. Discutant avec certains généraux, il se rend compte que certains officiers ont été abusés et hésitent.

Mais les télés diffusent massivement l'annonce de sa démission et prétendent que les forces armées sont unanimes à soutenir le nouveau gouvernement. Cependant, Chavez réussit à appeler sa femme et sa fille Marisabel pour leur faire savoir qu'il n'a pas démissionné. Immédiatement, Marisabel communique l'info à CNN qui la diffuse.

La curieuse 'démocratie' made in Washington

Le vendredi 12, vers midi, en pleine illégalité, Pedro Carmona prête serment comme nouveau président. Les premières décisions de ce grand démocrate soutenu par les Etats-Unis consistent à... fermer immédiatement l'Assemblée nationale et la Cour Suprême, abolir la Constitution, démettre tous les maires et les gouverneurs élus.

Et sa première mesure, très significative, consiste à remplacer à la tête de la société pétrolière publique PDVSA le général Guacaipuro Lameda qui en avait été déchu deux mois plus tôt, et qui était un des principaux conspirateurs. Lameda s'était opposé à la nouvelle Loi sur les Hydrocarbures. Chavez avait dû le démettre car il prônait une 'récupération aggressive des marchés' en faisant la guerre à l'OPEP.

D'emblée, l'assemblée de direction de PDVSA décide que la politique de la firme ne se décidera plus au ministère, mais dans la société elle-même. Elle annule l'accord de livraison de pétrole à Cuba. Et décide de procéder elle-même aux nominations dans l'entreprise, mettant de côté les instances désignées pour cela. Tout ceci confirme que le pétrole était bien l'enjeu du coup d'Etat.

Mais Carmona commet rapidement de grosses erreurs. Notamment, celle de démettre plusieurs généraux qui ont soutenu le putsch. Et des divisions apparaissent très vite dans l'armée. Beaucoup d'officiers n'approuvent pas son programme d'extrême droite, ils souhaitent que la succession de Chavez se fasse dans la légalité et que l'on conserve les acquis sociaux du chavisme.

Ils avaient oublié le peuple

Dès le samedi 13 avril, le nouveau 'président' se retrouve assez isolé. Alors, il appelle... les principaux dirigeants des médias pour l'aider. Tous accourent : Gustavo Cisneros (Venevision), Alberto Ravell (Globovision), Marcel Granier (RCTV), Omar Camero (Televen), Miguel Enrique Otero (El Universal) et Andres Mata (El Nacional). Cisneros suggère qu'il les laisse s'occuper de la stratégie de communication. Carmona approuve.

Mais les choses évoluent très vite, comme le raconte Richard Gott :

« Ceci aurait dû être un moment de triomphe pour les maîtres des médias. Mais lorsqu'ils arrivent pour la réunion à Miraflores, le palais présidentiel est entouré par une immense foule des partisans de Chavez. Et bientôt on apprend que le général Baduel s'est rebellé à Maracay. La sécurité des maîtres des médias, et la continuité du nouveau gouvernement, n'étaient plus évidentes. »¹

Suite à tous ces événements, le colonel Jesus Morao Cardona, qui commande la garde d'honneur du palais présidentiel et qui était resté muet jusque là, décide d'agir. Il ordonne à ses hommes de s'emparer du palais. De nombreux complices de Carmona sont arrêtés, tandis que d'autres prennent précipitamment la fuite en voiture. Carmona lui-même se réfugie à la caserne de Fuerte Tiuna. Réunion avec les militaires. Et, là aussi, une foule immense les entoure.

Se plaignant d'avoir été manipulés, de nombreux officiers exigent le retour de Chavez. Finalement, le général Garcia Carneiro sort et s'adresse à la foule. Il annonce que les forces armées refusent de reconnaître le gouvernement putschiste. Carmona est arrêté. Le vice-président Diosdado Cabello assume l'intérim de la présidence jusqu'au retour de Chávez.

Celui-ci avait été emmené 'en lieu sûr', sur l'île de La Orchila. Et Carmona avait donné des ordres pour l'éliminer, mais ces ordres n'avaient pas été appliqués. Finalement, à 2 heures du matin, Chavez est libéré ; il part en hélicoptère et arrive à 3 heures 45 à son palais de Miraflores où l'attend une foule en délire. La chanson improvisée « Ouh, ah, Chavez no se va ! » (Chavez ne s'en va pas !) deviendra un tube pour de longues années.

Voilà comment Pedro Carmona devint le dictateur le plus éphémère de l'histoire : moins de deux jours ! Dans leur frénésie à s'emparer du pétrole, les Etats-Unis et leurs agents locaux avaient oublié un détail : la force du peuple.

2002 - 2003 : le Coup d'Etat pétrolier plonge le pays dans le chaos

Après l'échec de ce coup, Chavez va se montrer extrêmement conciliant. Soucieux d'éviter une polarisation trop forte, il appelle au 'dialogue national' avec l'opposition. Aussi incroyable que cela paraisse, il n'y aura aucune sanction envers les dirigeants de PDVSA qui ont monté le coup. Ils seront tout simplement maintenus dans leurs fonctions ! Chavez, en bon chrétien, leur pardonne pour favoriser la réconciliation et l'unité du pays.

Beaucoup de Vénézuéliens pensent qu'il est trop conciliant et que c'est dangereux. De fait, loin de saisir la main tendue, les dirigeants de PDVSA vont utiliser leurs positions privilégiées pour tenter un nouveau coup. Cette fois, ils se serviront de PDVSA pour plonger le pays dans le chaos, dans l'espoir de faire pression sur la population et de l'obliger à renoncer à Chavez.

Durant tout le mois de décembre 2002, PDVSA est entièrement paralysée : pas de ventes, pas d'achats, pas d'exportations. Faute de recettes, PDVSA ne peut rembourser ses dettes aux banques internationales, et ceci entraînera bien sûr des pertes financières importantes. Le 31 décembre, PDVSA se retrouve dans l'impossibilité de payer ses fournisseurs et ses travailleurs.

La production chute de plus de trois millions à cent trente mille barils par jour. Pour la

première fois en cent ans, le Venezuela se voit obligé... d'importer du pétrole ! Ce qui coûtera très cher au pays, bien qu'il reçoive des livraisons, parfois même gratuites, de certains pays amis : Brésil, Trinidad, Qatar...

En réalité, ce n'est pas seulement l'entreprise PDVSA que l'opposition veut paralyser. Son plan consiste à bloquer la distribution d'essence et de gaz dans tout le pays. Comme les personnes et les marchandises se déplacent par route et par bateaux, tout est paralysé. Des enfants vont mourir faute d'essence pour les conduire à l'hôpital.

Noël approche et la situation devient dramatique. Tout est bloqué. Pas de bière, pas de boissons rafraîchissantes, pas de cinéma, pas de base-ball. Fermées les cliniques privées, les écoles et les universités, fermées aussi les banques. Plus de bonbonnes de gaz, donc plus moyen de cuisiner. L'objectif est clair : il faut que les ménagères, sous pression, se tournent contre Chavez. Il s'agit vraiment d'asphyxier le pays, de créer une situation d'ingouvernabilité comme les Etats-Unis l'ont fait en 1973 pour préparer le renversement d'Allende. Le chaos avant le coup de force.

Grève ou sabotage ?

Les médias internationaux présentent ce coup d'Etat pétrolier comme une 'grève' venue de la base, donc plutôt sympathique. En réalité, il s'agit d'un 'lock-out' patronal puisque c'est la direction de PDVSA qui a fait fermer les installations et empêché de continuer la production. Aucun ouvrier n'a voté cet arrêt du travail, il n'y a eu aucune assemblée générale, aucun préavis de grève. D'ailleurs, les deux principaux syndicats du secteur, Fedepetrol et Sinupratopetrol, refusent de se joindre et soutiennent l'Etat.

Il est vrai que la direction de PDVSA peut compter sur une partie du personnel : la plupart des employés administratifs et des techniciens hautement qualifiés. Au fil des années, il s'est formé dans cette entreprise une couche privilégiée, avec un très haut niveau de vie et un système de corruption généralisée qui ont complètement séparé ces gens du peuple vénézuélien. Ils se considèrent comme une élite, ils pensent que le pétrole leur appartient. C'est aux multinationales US qu'ils s'identifient et non à leur peuple.

Mais une autre partie du personnel, essentiellement les ouvriers, refuse de suivre la direction. Et la population se rend en masse aux installations de PDVSA pour les protéger.

Du coup, l'opposition passe carrément au sabotage. Partout dans le monde, quand des travailleurs font grève dans une industrie délicate comme la sidérurgie, la chimie ou le pétrole, ils prennent évidemment les mesures nécessaires pour ne pas endommager l'outil et assurer qu'il puisse réfonctionner à la fin du mouvement. Ici, au contraire, on veut manifestement faire du tort à l'économie du pays.

Par exemple, au Centre de Raffinage de Paraguana, un changement brusque de température provoque un effondrement de l'intérieur des haut-fourneaux. Des cuves sont abandonnées avec de l'asphalte solidifié qui les bouche. On laisse du souffre durci dans les canalisations. En de nombreux endroits, on enlève des valves ou bien on jette des déchets industriels dans les conduits ce qui menace de provoquer des explosions ou des incendies... Des dégâts presque toujours irréversibles.

Mais rapidement, la résistance des travailleurs s'organise. Des cadres et des employés loyaux prennent la situation en mains. Accompagnés et protégés par des centaines d'organisations populaires, ils se chargent de veiller aux installations. Des ingénieurs et techniciens travaillent à relancer les installations. De nombreux travailleurs retraités viennent spontanément offrir leurs services.

La première guerre électronique de l'Histoire

Bientôt, il apparaît que la 'grève' et le blocage de l'économie ne parviennent pas à dresser le peuple contre Chavez. Malgré les privations infligées, les ménagères tiennent bon. Alors, après les sabotages physiques, l'opposition met en route un sabotage plus subtil et bien plus dangereux. Sa cible, c'est le cerveau de PDVSA : son système informatique.

Il faut savoir que le pétrole est une industrie hautement informatisée. Chaque opération - extraction, raffinage, transport, commande, livraison - ne peut s'opérer qu'à travers les ordinateurs. Donc, si le cerveau est bloqué, tout est bloqué. Par exemple, même les pompes servant à remplir les cuves sont commandées électroniquement. Si les ouvriers veulent les remplir, ils ne peuvent y parvenir sans les codes.

Et justement, avant de se retirer, les dirigeants et cadres traîtres ont changé les codes des ordinateurs centraux. Prenant soin d'emporter avec eux tous les nouveaux mots de passe, y compris ceux des modems et des routeurs internes. Ainsi, ils pourront accéder à distance au réseau interne de PDVSA et saboter toutes les opérations.

Le 2 décembre, les serveurs, situés à Chuao, sont laissés à l'abandon. A partir du 16 décembre, le système informatique se ralentit. A partir du 20, les employés y ont toujours accès, mais quand ils veulent actualiser des données, le système se bloque, les opérations ne peuvent plus être effectuées. Le 31 décembre, à 10 heures du soir, le système crashe complètement. De plus, le courrier électronique entre la direction et les travailleurs est bloqué de l'extérieur, à partir d'un centre de contrôle qu'avaient installé les saboteurs.

C'est la paralysie complète. Le site pdvsa.com a cessé de fonctionner. L'entreprise ne peut plus communiquer avec le monde extérieur. Cette bataille originale pour le contrôle de PDVSA, c'est la première guerre électronique de l'Histoire.

Mais une question s'impose : comment est-il possible que le contrôle de PDVSA échappe à ce point à l'Etat vénézuélien ?

Le cheval de Troie de la CIA

Il faut savoir que depuis 1997, toutes les opérations pratiques de l'entreprise sont supervisées et gérées via satellite depuis... Houston au Texas ! A cette date, soit un an avant l'élection de Chavez, PDVSA a confié toutes ces opérations à la firme Intesa dont elle ne possède que 40%.

Et à qui appartiennent les 60% restants ? A une société US appelée Science Applications International Corporation (SAIC).

Entre PDVSA et SAIC, le deal est extrêmement bizarre. PDVSA apporte toute l'infrastructure et tout le personnel. Ce n'est pas rien : ces techniciens ont dix ou quinze années d'expériences, ils connaissent tout de l'entreprise. Qu'apporte SAIC ? Juste son engagement à baisser les coûts en automatisant les opérations. Sur cette base déséquilibrée, INTESA recevra la possibilité de contrôler absolument toutes les informations. Y compris les contrats avec les clients et les fournisseurs.

Or, la société SAIC, ce n'est pas n'importe qui. C'est une entreprise qui travaille notamment pour BP-Amoco. Ainsi PDVSA risque de voir tous ses secrets livrés à ses adversaires ! Comme l'explique Rafael Ramirez, ministre de l'Energie et des Mines : « Pour une entreprise pétrolière aujourd'hui, l'information est un trésor. Quoi de plus précieux pour un pays producteur, ou n'importe quelle entreprise, que les informations concernant ses gisements, sa production, ses réserves ? Quand une personne avec qui je dois négocier sait déjà tout ce que je possède et jusqu'où je peux aller, c'est terminé. »

En effet, aucun pays au monde ne confie ainsi toutes ses informations et toutes ses données techniques à une compagnie étrangère. Bon, mais peut-être qu'on est parano, que SAIC est une société honnête et qu'il n'y a pas lieu de se méfier ?

Non, on n'est pas parano. SAIC, c'est carrément la CIA. Il suffit de regarder l'impressionnante liste de ses directeurs et administrateurs. On y trouve d'anciens ministres de la Guerre des Etats-Unis : William Perry et Melvin Laird. D'anciens directeurs de la CIA : John Deutch, Bobby Ray Inman, Robert Gates. Et de hauts responsables militaires aux fonctions très significatives. Par exemple, le général Wayne Downing, ex-commandant en chef des Forces spéciales des Etats-Unis ou le général Jasper Welch, ex-coordinateur du Conseil National de Sécurité.

SAIC s'occupe également de l'informatique du gouvernement et de l'armée des Etats-Unis. Pour mesurer à quel point elle fait partie de l'appareil de ce régime, il suffit de dire que la Maison-Blanche lui a confié la tâche de préparer les systèmes de défense et d'attaque aérospatiale de l'armée US.

Et ce n'est pas tout. A partir de 2003, Bush lui a offert des contrats de 220 millions de dollars pour la formation de ce qu'il appelle le « nouveau gouvernement irakien » et aussi des médias irakiens au service de l'occupation. Bref, SAIC est vraiment une entreprise du tout premier cercle politico-militaro-industriel de Washington. Lui confier l'informatique de PDVSA, c'était carrément remettre à la Maison-Blanche et à la CIA les clés du pétrole et de toute l'économie du Venezuela !

On est bien ici dans une logique coloniale, comme l'indique l'économiste vénézuélien Mario Sanoja :

« Expression tangible de la soumission coloniale de ces gestionnaires traîtres, ils avaient livré volontairement aussi bien le cerveau que la mémoire et toutes les clés opérationnelles de PDVSA, à l'entreprise INTESA, basée à Houston (Texas), permettant ainsi à travers elle au gouvernement US le contrôle de tous les codes informatiques qui régulaient toutes les données : volumes de production et de ventes, liste des clients, communications internes et externes, feuilles de paie du personnel, distribution de l'essence, du diesel et des huiles, registres des ventes, etc. Une preuve de la domination coloniale que le gouvernement des Etats-Unis avait instaurée sur PDVSA : toutes les clés régulant les flux de pétrole dans les pipelines ne fonctionnaient pas sur place, mais ne pouvaient être ouvertes ou fermées que par satellite depuis Houston, Texas. De même, le système de navigation et d'utilisation de nos grands navires pétroliers pouvait être et fut effectivement dirigé à distance. »

Pour justifier cette opération, les dirigeants de PDVSA avaient avancé un argument économique classique : la diminution des coûts. Or, ceux-ci augmentèrent au contraire de 25% en deux ans ! La création d'Intesa était vraiment un pas décisif dans la privatisation de PDVSA dont on remettait les clés aux compagnies étrangères. Il ne faut donc absolument pas s'étonner qu'en 2002 – 2003, Intesa - SAIC sera le cerveau du complot informatique et du sabotage de PDVSA.

Hackers contre hackers

Mais la riposte s'organise. Une centaine de travailleurs d'Intesa refusent de trahir leur pays et restent à leurs postes. Aidés par quelques super-informaticiens de l'armée, ils vont se battre pendant trois mois pour récupérer les données et installer un système fiable et indépendant. D'autres groupes d'informaticiens, parfois très jeunes, se lancent dans la bataille de divers côtés, pour relancer certaines installations. Hackers contre hackers.

De l'autre côté, on tente de les intimider. Le 23 janvier, des coups de feu sont tirés contre la maison et la camionnette de Rafael Ramirez, attaché au service Automatisation, Informatique et Télécommunications. Plusieurs autres cadres importants sont attaqués ou menacés.

Néanmoins, après un mois d'efforts, à force d'acharnement et d'ingéniosité, les hackers chavistes parviennent à créer un nouveau cerveau et une nouvelle mémoire de PDVSA permettant de gérer les gisements, les raffineries, les pipelines, les terminaux d'embarquement, les usines de refroidissement du gaz LPG, les centres de distribution des combustibles... Le sabotage a échoué.

Source : [Michel Collon, "Les 7 Péchés d'Hugo Chavez"](#)

>> Retrouvez sur notre shop !



[Les 7 Péchés d'Hugo Chavez](#)



[Los 7 pecados de Hugo Chávez](#)



[8-les-7-peches-d-hugo-chavez.html](#)



[Hugo Chavez](#)

[25-los-7-pecados-de-hugo-chavez.html](#)

[Haut de la page - Accueil](#)

copyright michel

graphisme dev: Platanas studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |